

## PARCOURSUP, LA VITRINE DU PRIVÉ ?

*La phase d'inscription et de formulation des vœux de Parcoursup s'est ouverte le 17 janvier dernier, elle durera jusqu'au 14 mars, puis viendra la terrible phase d'admission, du 30 mai au 12 juillet.*

**P**LUS DE 23 500 FORMATIONS apparaissent cette année dans la plateforme, dont 42.7% sont proposées par des établissements privés. Ainsi, le Ministère Enseignement Supérieur et Recherche continue à faire la publicité éhontée de formations dont il connaît pour certaines la piètre qualité, les coûts exorbitants et le peu de valeur du diplôme, quand seule une inscription au Registre National Certifications Professionnelles leur a permis d'entrer dans le système.

Plus de 10 000 formations sur le total sont proposées en apprentissage, et là encore le pourcentage du privé explose : + de 70% (<https://dossier.parcoursup.fr/Candidat/carte>).



« L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État »

Les politiques publiques doivent permettre la démocratisation et l'égalité d'accès de tous et toutes à l'Enseignement supérieur.

C'est d'ailleurs ce que dit l'article 13 du « Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 » :

*La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.*

Rappelons également que le baccalauréat est le premier grade universitaire. Les titulaires de ce diplôme national peuvent de droit poursuivre un cursus universitaire gratuit et laïque. Pourtant, voilà, l'enseignement supérieur est à vendre ! Il est même bradé. Les gouvernements successifs ont organisé sa dislocation en menant les multiples réformes que l'on sait (LRU, ORE...) et en limitant à leur minimum les budgets annuels du service public d'ESR, ce qui préparait sa marchandisation ; le terrain est maintenant tout prêt pour sa transformation en bulle financière.



### FINANCIARISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La presse s'en fait l'écho depuis des mois, impossible de s'y retrouver dans cette jungle des formations du supérieur : la majeure partie de ces entreprises privées lucratives versées dans l'enseignement et la formation – même le MESR se dit dans l'impossibilité d'en faire une liste exhaustive – sont totalement hors de contrôle.

D'ailleurs, la financiarisation du système s'observe par une frénésie d'investissements. Attirés par un niveau de profit très élevé et par l'argent public déversé sur le privé lucratif, **les fonds d'investissement (par ex. le groupe mondial Galileo Global Education) se bousculent pour acheter des groupes et des écoles privées.** Prise de risque démesurée, dettes lourdes, stratégies inquiétantes (dépenses pédagogiques minimum, recherche exacerbée de productivité, de flexibilité chez les enseignant-es, cours en distanciel et « comodal » etc.), toutes pratiques qui s'accompagnent

d'un flou entretenu entre certification et équivalence à des diplômes d'université, ou sur la réalité de l'insertion professionnelle.

Pour la FERC, l'Enseignement supérieur doit être national, gratuit, laïque, de haut niveau, démocratique et émancipateur.

